



## UN SEUL IMPERATIF : AMPLIFIER !

Les attaques se multiplient contre la DGDDI et ses agents.

La Directrice générale, Hélène Crocquevieille ne cache pas ses desseins. Même la LCF, qui ne devait pas être la « grande oubliée » du PSD (dixit notre ministre, Bernard Cazeneuve en personne) est largement remise en cause. Il est vrai que, pour la directrice générale, le plus important et le plus urgent (cf. les 27 mesures), ce sont les facilitations pour les grandes entreprises. Et une fois qu'on a dit cela, on a (presque) tout dit ...

Même le sommet de l'État s'y met en validant à la hussarde le transfert de la TVA à l'importation sur la déclaration de chiffres d'affaire pour les opérateurs bénéficiaires de PDU dans un premier temps. Des risques de fraude ou de déperdition fiscale ? On verra ... Comme pour la TVA intracommunautaire ?

Les premières hypothèses quant à l'évolution des services (structures et nombres d'agents) montrent bien que c'est un véritable carnage qui se prépare.  
Si quelqu'un vous dit que la DGDDI ou ses agents ont quoi que ce soit à y gagner, ce n'est rien de plus qu'un énorme mensonge.

Car il serait de bon ton que les agents des Douanes et leurs fidèles organisations syndicales arrêtent de renâcler.

C'est un peu dans ce sens que Jean-Noël Blanc (responsable de la sous-direction A), a voulu enclencher un cycle de rencontres bilatérales.

**Ceci ne change absolument rien à notre opposition !**

Il faut le rappeler ici : nous ne contestons pas le principe même d'une évolution. Nous ne réfutons pas non plus celui d'un projet stratégique. Nous rejetons CE projet stratégique et ce qu'on veut imposer comme avenir à la DGDDI.

Le 21 novembre dernier, les agents s'étaient fortement mobilisés pour montrer leur profond rejet. Le 20 mars doit être encore plus puissant, pour constituer une étape importante afin de construire un autre avenir à la DGDDI.

Paris, le 24 février 2014

## Pourquoi nous n'irons pas au groupe de travail "Élections professionnelles" du 5 mars 2014

Depuis de longs mois, le dialogue social est impossible au sein de la Direction générale des Douanes.

**La direction générale des douanes n'est pas l'interlocuteur compétent** pour les questions qui intéressent les douaniers. Il est impossible de discuter du niveau de l'emploi avec une équipe qui nous renvoie en permanence à des choix pris à des niveaux qui la dépassent. Les syndicats douaniers poursuivent et amplifient plus que jamais les contacts avec des élus locaux, nationaux et européens comme avec la société civile afin de prouver les potentialités d'une douane correctement dimensionnée et bien menée. La reconnaissance de la douane en tant qu'administration "prioritaire", ce qui, pour nous, en découle logiquement, est une décision politique qui relève du gouvernement.

**L'équipe de direction à la tête de la douane n'est pas non plus un interlocuteur faisant la preuve de sa compétence**, en raison de sa méconnaissance ou de son abord biaisé des dossiers. Cette équipe, très réduite, cultive son isolement au sein même de la douane en creusant toujours plus le fossé qu'elle a établi, y compris avec la haute hiérarchie douanière.

Du haut de sa tour d'ivoire, **cette équipe de direction n'a que mépris pour tout ce qui touche à la douane et aux douaniers**. Elle est incapable de comprendre que les douaniers sont fiers du service public qu'ils rendent à la France et à l'Europe et qu'ils sont porteurs de propositions pour l'améliorer. Elle est par conséquent incapable de comprendre leur colère face à l'avenir qu'elle leur promet : être uniquement des annexes des chambres de commerce et d'industrie... !

**La direction générale des douanes n'est pas un interlocuteur fiable**. Les déclarations s'enchaînent et sont régulièrement contredites le lendemain. Plus grave encore, **les mensonges éhontés se multiplient** ("*nous n'avons pas été invités aux États généraux*" ; "*nous n'avons pas été invités à la destruction publique d'ivoire le 6 février*" ; "*nous avons retiré l'autorisation de tenir une assemblée générale syndicale annuelle sur ordre du Ministère*"...)

Dans ces conditions, il est pour nous impensable de répondre par l'affirmative à la convocation de la Direction générale pour un groupe de travail technique sur les élections professionnelles de décembre 2014. Nous rendre à cette réunion serait, pour nous, un manque de respect vis à vis des agents qui ne cessent de se mobiliser localement et que nous appelons à se rassembler nationalement le 20 mars à Paris.

Nous continuerons en revanche de discuter du processus électoral avec Bercy par le biais de nos fédérations, ce que nous ferons lors du GT ministériel du 3 mars.

Tous les syndicats douaniers ont su mener la campagne pour les élections à la Masse en mai 2013 sans désunir le front syndical : que l'administration ne compte pas sur les élections de décembre pour nous faire abandonner la défense et la promotion du service public douanier, plus que jamais écologiquement, socialement et économiquement indispensable !

Paris, le 24 février 2014